

LES TERRITOIRES PERDUS DE LA RÉPUBLIQUE

Par Natacha Polony le 26 mars 2012

Une semaine, une toute petite semaine après l'horreur de ces enfants massacrés sous les yeux de leurs parents. Une semaine et déjà, la société du spectacle a recyclé l'abomination, déréalisé les faits et organisé le déni. Déjà, de gentils parents emmènent leur enfant de sept ans voir « l'appartement du monstre » « parce qu'il posait des questions, alors je lui ai dit qu'on allait voir pour qu'il sache que ça existe dans la vie » ; déjà de sympathiques adolescents se photographient devant le balcon d'où a sauté Mohamed Merah, dans une gestuelle rappelant Bruce Willis dans Piège de Cristal. Une semaine, et les candidats à l'élection présidentielle dissertent sur les éventuelles fautes du RAID, de la DCRI... Eva Joly, avec l'air grave de ceux qui espèrent cacher qu'ils évitent soigneusement les vrais problèmes, demande la démission du directeur central du renseignement intérieur et du patron de la police. D'autres s'écharpent pour savoir qui a « récupéré » le premier. D'autres encore évoquent avec des airs entendus le « climat » de la campagne puisqu'il est bien évident qu'un tueur écoute les déclarations électorales des uns et des autres avant de décider d'aller massacrer ses semblables.

Donc, il est bien entendu que la « sécurité » est de retour dans la campagne électorale. Et l'on va pouvoir débattre de l'organisation des forces de l'ordre, réclamer solennellement la reconstitution de la police de proximité (dont quiconque doué de mémoire peut rappeler les résultats). Même le terme « terroriste », répété à l'envi, permet de transformer l'événement en une conspiration d'une machine lointaine nommée Al Quäida. Une affaire d'agents secrets, donc, de soldats et de flics.

Un jeune Français qui a passé une dizaine d'années sur les bancs de l'école républicaine peut abattre à bout portant une fillette parce qu'elle est juive, il peut tuer des militaires pour « mettre à genoux la France », et il n'y aurait là qu'une affaire de bon fonctionnement des services de renseignement ? Son frère commence par se déclarer fier de ce qu'il a fait ; après la minute de silence observée dans les écoles, des jeunes demandent à leur professeur s'il y aura « une minute de silence pour les enfants palestiniens », et l'on ne devrait pas chercher plus loin ?

Il y a dix ans paraissait un livre, Les Territoires perdus de la République (Mille et une nuits), dans lequel des professeurs alertaient sur un climat qui commençait à les inquiéter. Ils expliquaient comment certains élèves contestaient de plus en plus violemment les cours d'histoire ou de biologie. Ils décrivaient les importations récurrentes du conflit israëlo-palestinien, les références à un Islam simpliste et littéraliste, coupé de son histoire et de ses évolutions, l'antisémitisme quotidien, agressif et assumé. Ils racontaient les comportements machistes de petits caïds pétris de leur toute-puissance. Un silence gêné accompagna la publication du livre. D'aucuns lui reprochèrent de ne pas assez insister sur le racisme anti-arabe et anti-noir, de ne pas jouer l'équilibre des victimes, de ne pas chercher d'excuses.

Quelques années plus tard, le rapport Obin tentait lui aussi de sortir les autruches du sable. Il décrivait les atteintes à la laïcité dans certains établissements scolaires, les demandes confessionnelles croissantes, les difficultés à faire appliquer la règle commune. Ce rapport, que le ministère de l'éducation nationale mit un an à rendre public, fut bien sûr récusé par toute une armada de chercheurs : pas scientifique, car il portait sur une soixantaine d'établissements les plus problématiques, accusèrent certains qui oubliaient que le rapport ne se voulait pas un panorama de toutes les écoles de France mais bien une photographie d'un phénomène à l'œuvre dans une partie importante des banlieues françaises. Islamophobe, proclamèrent les autres, pour qui les faits décrits dans le rapport ne devaient pas être l'être ouvertement : ne pas « stigmatiser », tel est le credo de l'époque.

Ce livre et ce rapport traitaient de l'école. Parce que ce qui se passe dans l'enceinte des établissements scolaire nous dit l'état de notre société. Parce que les jeunes gens qui osent infliger à leurs professeurs des florilèges antisémites ou les manifestations d'un ritualisme inculte ne sont que le reflet de leurs aînés. Jean Zay, ministre de l'Instruction Publique du Front Populaire, et auteur d'une circulaire bannissant les signes religieux et politiques de l'école (si Lionel Jospin s'en était souvenu en 1989, bien des dérives eussent été évitées, de même que le recours à la loi en 2004), parlait en 1936 de « manœuvres d'un genre nouveau » qui rendaient nécessaire la réaction de la puissance publique, parce que les établissements scolaire devaient, selon lui, « rester l'asile inviolable où les querelles des hommes ne pénètrent pas » (le même Lionel Jospin inventa avec la loi 1989 les lycées « lieu de vie » ouvert sur les violences et les préjugés du monde).

Nous avons renoncé à l'école sanctuaire parce que nous avons renoncé à l'école lieu d'intégration par le savoir et la culture commune. Et ce qui se manifeste dans les classes n'est que le reflet d'une société travaillée par des forces centrifuges parce que la République a cessé de proposer un modèle aux enfants qui arrivent sur son sol comme à ceux qui y sont déjà. Mohamed Merah est l'enfant d'une société mêlant la sous-culture des séries américaines, son imagerie et sa déréalisation de la violence, et le ressentiment converti en quête d'absolu à travers l'adhésion à un Islam mythifié. Cette société-là peut aussi produire Youssouph Fofana, son délire narcissique, son antisémitisme instinctif et ses envies d'argent facile (Morgan Sportès a magistralement décrit ce processus dans Tout, tout de suite, livre indispensable et terrible). C'est une société qui a renoncé à son être même, une société qui n'a plus rien à opposer au fanatisme ou à l'avidité parce qu'elle ne croit plus que certains comportements sont intolérables et qu'il appartient aux institutions de la République de le proclamer, parce qu'elle n'ose plus affirmer que certaines valeurs sont préférables à d'autres et qu'être Français, ce n'est pas seulement avoir un tampon sur une carte d'identité, mais c'est aussi adhérer à ces valeurs.

L'empire romain s'est effondré de n'avoir plus transmis ses valeurs aux nouveaux arrivants, d'avoir construit des thermes et des colisées dans toutes

les villes en croyant que le mode de vie romain suffirait à intégrer les populations qui affluaient aux frontières. Mais qui s'intéresse encore à l'histoire romaine ? Certainement pas l'école républicaine, qui en a effacé les dernières traces dans ses programmes en renonçant au latin, cet enseignement élitiste. Certainement pas des syndicats enseignants dont quelques membres bien intentionnés sont plus occupés à trouver des excuses à une enseignante rouennaise qui a évoqué une minute de silence pour Mohamed Merah, lui aussi « victime » et dont les liens avec Al Quaida auraient été « inventés par les médias et Sarko ». Ce genre d'insanité, selon eux, s'explique par le surmenage...

Il est évidemment plus confortable d'éviter une réflexion trop complexe et qui risquerait de remettre en cause tant de certitudes, d'ébranler tant de bonnes consciences. On pourrait croire, pourtant, à voir surgir certaines références grandiloquentes, que les yeux vont se déciller. « Ni rire ni pleurer, mais comprendre. Énoncée par Baruch Spinoza, cette exigence est celle de la raison. C'est celle de l'esprit des Lumières et de l'humanisme de la Renaissance. Celle d'une pensée qui ne cède pas aux passions tristes de la haine et de la violence. Face à des actes terrifiants comme ceux de Mohamed Merah qui, a priori, nous semblent incompréhensibles tellement ils blessent notre humanité, comprendre ne signifie évidemment pas excuser, mais apprendre pour faire en sorte que cela ne se reproduise pas. Apprendre pour prévenir. Apprendre, y compris de l'inhumanité de l'homme. » Ces lignes sont issues de l'éditorial d'Edwy Plenel sur le site Mediapart. Sous les auspices de Spinoza et de l'humanisme, on s'attend à un texte ambitieux s'attachant à mettre en lumière les causes et les conséquences de la haine de soi qui travaille une partie de la société française, ou la remise en cause de l'idéal des Lumières et de son universalisme. Eh bien non. Quand l'ancien patron du Monde, période « journal de référence », convoque Spinoza, c'est pour parler de... Nicolas Sarkozy. « Le sarkozysme ne l'entend pas ainsi, poursuit le texte. Le président-candidat et son parti, l'UMP, rêvent de mettre en congé la démocratie et, avec elle, l'intelligence. Plus de questions dérangeantes, plus de réflexions stimulantes, plus de débats utiles, plus de critiques constructives. Rien d'autre qu'un silence général avec une seule voix autorisée, celle du pouvoir, d'un pouvoir réduit à son essence policière. » C'est ce qui s'appelle être à la hauteur des enjeux.

Quoi qu'on pense des choix politiques des uns et des autres, de leurs échecs et de leurs non-dits – et ils sont légions – il serait de la responsabilité de toute personne jouissant d'une tribune d'élever le débat. Ne serait-ce que par respect pour sept vies sacrifiées. Elever le débat, c'est-à-dire analyser les choix et les évolutions des sociétés occidentales en général et de la société française en particulier. C'est-à-dire sortir des slogans et des mots creux (« pas d'amalgame » « pas de stigmatisation ») pour rappeler ce que signifie Liberté Égalité Fraternité au fronton de nos mairies, et pourquoi nous entendons faire accepter ces valeurs par tous les enfants de France.

Post Scriptum : Une remarque moins anecdotique qu'il n'y paraît : n'y a-t-il donc personne qui soit choqué d'entendre de la part des journalistes, des politiques et des religieux, répéter à l'envi que le tueur, alors non identifié, avait assassiné des « musulmans » ? Paraît-il évident, dans un pays laïc, que toute personne d'origine Arabe est forcément de confession musulmane ? L'idée d'un Arabe athée serait-elle inconcevable ? Mohamed Merah aurait d'ailleurs affirmé à la police avoir voulu simplement tuer des militaires. Bien que les victimes fussent en effet musulmanes, il ne pouvait pas le savoir et ce n'est pas ce qui l'intéressait. Mais le raccourci est tellement plus simple. Et de tels présupposés arrangent tellement de monde.